



SNUDI.FO

**Syndicat National Unifié des Directeurs, Instituteurs
et professeurs des écoles de l'enseignement public
Force Ouvrière**

La grande majorité des communes reviennent à la semaine de 4 jours ! La semaine de 4 jours sur 36 semaines doit devenir la norme !

Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, Reims, Le Havre, St-Etienne... pas un jour ne se passe sans que de nouvelles communes n'annoncent qu'elles adopteront la semaine de 4 jours à la rentrée 2018 ! En septembre prochain, plus de 80 % des communes devraient être revenues à la semaine de 4 jours, sur 36 semaines. La semaine de 4 jours, qui d'après le décret Blanquer, ne devait être qu'une dérogation à la semaine « Peillon » de 9 demi-journées, devient donc très largement majoritaire !

Dans les départements, le SNUDI-FO, dans l'unité chaque fois que cela est possible, agit pour que toutes les communes reviennent à la semaine de 4 jours sur tout le territoire national, sur 36 semaines, dès la rentrée 2018.

La mobilisation ne faiblit pas

À Cergy, préfecture du Val-d'Oise, alors que la mairie voulait maintenir les 4,5 jours pour les écoles élémentaires et 4 jours pour les maternelles, 100 % des conseils d'école ont voté pour le retour à la semaine de 4 jours dans toutes les écoles. Le 23 janvier, une grève massive pour le retour à 4 jours a eu lieu, à l'appel du SNUDI-FO, du SNUipp-FSU, du SE-UNSA et de la CGT Educ'action. Le jour de la grève, le maire refuse d'accéder à la revendication, mais, quelques jours plus tard, le DASEN indique qu'il va intervenir auprès du maire de Cergy pour que la commune revienne à 4 jours !

Dans le Rhône, à Vénissieux, à l'appel du SNUDI-FO et du SNUipp-FSU, 200 enseignants et parents se rassemblent le 5 février devant le conseil municipal pour exiger une consultation qui permette le retour à 4 jours dès la rentrée 2018. Devant le refus de la mairie, une nouvelle AG SNUDI-FO/SNUipp-FSU est convoquée le 1^{er} mars pour décider des suites, y compris par la grève. Pendant ce temps, les conseils d'école votent un à un le retour à 4 jours. À Villeurbanne, une AG est convoquée par le SNUDI-FO et le SNUipp-FSU le 8 mars.

À Strasbourg, dans le Bas-Rhin, les syndicats SNUDI-FO, SNUipp-FSU, SE-UNSA et SGEN-CFDT appellent les enseignants, les parents d'élèves, les agents territoriaux à un rassemblement mercredi 21 mars devant la communauté urbaine de Strasbourg. Plus de 85 % des conseils d'école de Strasbourg ont voté le retour à la semaine de 4 jours.

Dans le Val-de-Marne, toutes les communes sauf deux vont repasser à 4 jours. Dans les deux dernières communes, Vincennes et Maisons-Alfort, la quasi-totalité des conseils d'écoles a voté le retour à 4 jours. L'ensemble des directeurs de ces deux communes, avec les organisations syndicales SNUDI-FO, SNUipp-FSU, SE-UNSA, CGT Educ'action demandent

au préfet d'intervenir pour que ces deux communes mettent en place le même rythme que toutes les autres dans le département, les 4 jours sur 36 semaines.

Dans le Tarn, dans la communauté de communes de Gaillac-Graulhet, à l'appel du SNUDI-FO, une quarantaine de collègues se sont rassemblés devant le conseil d'administration pour exiger le retour à la semaine à 4 jours. Devant la détermination des enseignants et devant le fait que 75 % des conseils d'école ont déjà voté le retour à la semaine de 4 jours, le représentant de la communauté de communes est obligé de concéder que la situation peut encore évoluer.

Le SNUDI-FO rappelle qu'il n'existe aucun délai réglementaire pour qu'une commune décide de repasser à la semaine de 4 jours.

Le SNUDI-FO invite les syndicats départementaux à multiplier les initiatives (réunions syndicales, pétitions, rassemblements...), si possible dans l'unité, afin que le plus grand nombre de communes adoptent la semaine de 4 jours dès la rentrée prochaine.

La semaine de 4 jours, censée être l'exception, est largement majoritaire.

La semaine de 4 jours doit donc maintenant devenir la norme !

Le SNUDI-FO s'adresse en ce sens au ministre de l'Éducation nationale.

Le SNUDI-FO appelle les enseignants du 1^{er} degré à la grève jeudi 22 mars, dans le cadre de l'appel des fédérations de fonctions de fonctionnaires FO, CGT, FSU, Solidaires, CFTC, CGC et FAFP :

- **Pour un rythme national unique, pour la semaine de 4 jours sur 36 semaines pour tous sur tout le territoire national !**
- **Abrogation des décrets Peillon, Hamon et Blanquer qui territorialisent l'École de la République et disloque le statut des PE fonctionnaires d'État !**

Montreuil, le 15 février 2018